

## 3<sup>E</sup> TRIMESTRE 2003 / ENQUÊTE DE CONJONCTURE DÉCEMBRE 2003 N° 29

En cherchant bien, on peut découvrir quelques petits signes encourageants, mais ils demeurent noyés dans une masse d'indicateurs qui dénotent un marasme certain.

Les industriels font preuve d'un certain regain d'optimisme et envisagent d'investir à nouveau, ayant vu leurs carnets de commande se regarnir quelque peu. Ce n'est pas le cas dans les services, où l'activité a replongé. Les professionnels de la construction espèrent beaucoup dans la reconduction du taux réduit de TVA, malgré des commandes en baisse depuis septembre. Le volume élevé des permis de construire de nouveaux logements devrait conforter le secteur, d'autant que les surfaces destinées aux activités sont elles aussi en progression.

La création d'entreprises serait en plein boom. Ce phénomène est fréquemment constaté au cours des phases de crise ou de faible croissance. Quand les débouchés sur le marché du travail manquent, certains sont incités à créer leur propre emploi, surtout s'ils peuvent bénéficier d'un soutien spécifique comme c'est le cas pour les salariés de Matra dans le cadre de leur congé de conversion.

La détérioration continue de nos échanges commerciaux, déjà inquiétante depuis la fin de l'année dernière, a franchi

un nouveau palier durant l'été : recul simultané des exportations et des importations, se traduisant par un solde négatif. Du jamais vu en Loir-et-Cher depuis des lustres ! Le manque à gagner de l'Espace se fait cruellement sentir, mais hormis la pharmacie/cosmétique, les ventes à l'étranger se raréfient pour la plupart des branches.

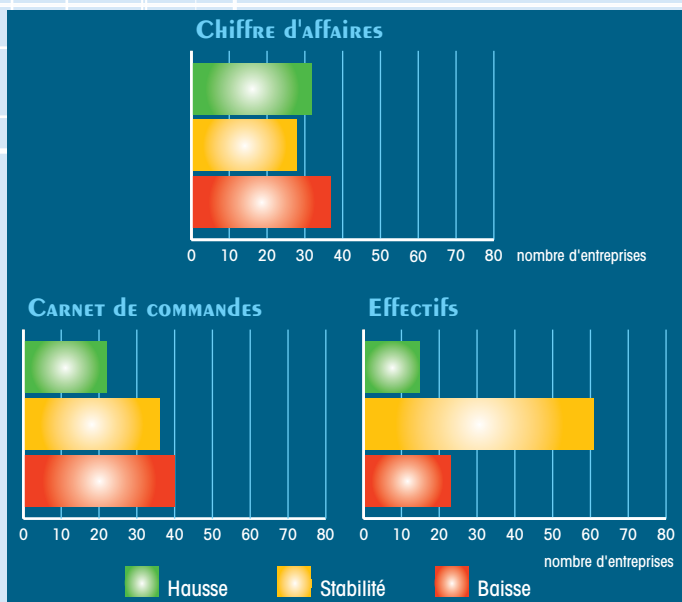
L'enquête de conjoncture montre que l'on se trouve encore en phase de contraction des effectifs. Le chômage augmente plus vite en Loir-et-Cher que dans l'ensemble de la région ou du pays. Sa progression fait néanmoins une pause dans le Romorantinais, dont on sait qu'elle est hélas provisoire. Une certaine agitation se fait jour sur le marché du travail ; les flux d'entrées et de sorties sont plus volumineux. On enregistre notamment avec

grand intérêt une hausse substantielle des inscriptions pour un premier emploi ou une reprise d'activité qui sont habituellement associées à un redémarrage. Celui-ci reste encore à venir au vu des offres déposées à l'ANPE, en fort recul au cours de l'été.

La lueur est encore trop ténue pour nous guider vers la sortie du tunnel, mais elle est là. La consommation des ménages a repris après une pause, plutôt vigoureusement, malgré un moral en berne. Les nouvelles intentions d'investissement pourront-elles être converties et donner ainsi l'élan nécessaire à une vraie reprise de l'activité ?

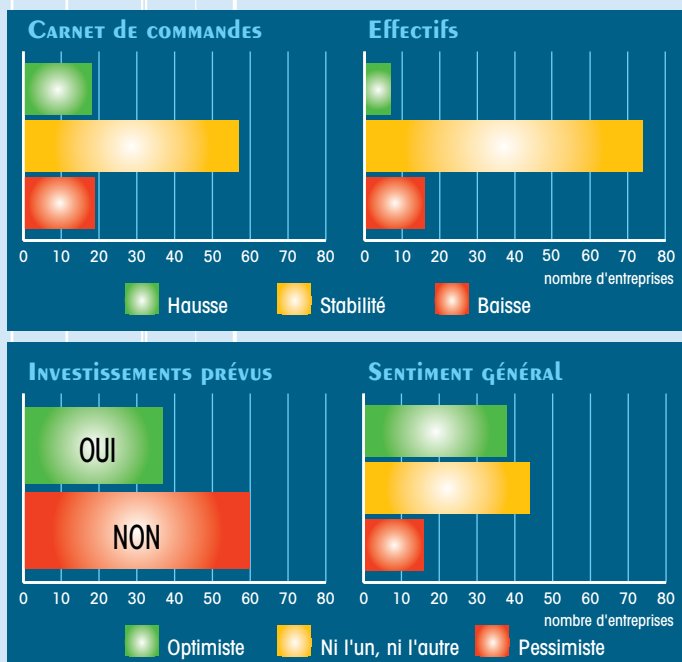
## UNE PETITE LUEUR DANS LA GRISAILLE ?

### ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



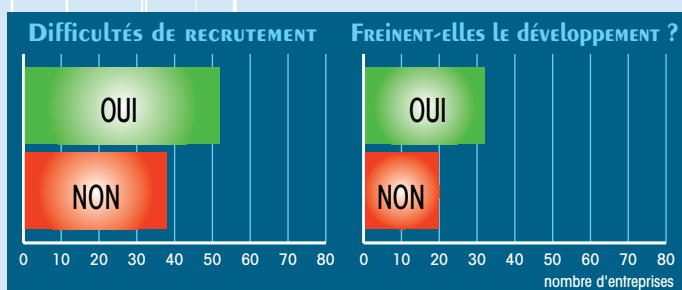
source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

### PRÉVISIONS À COURT TERME



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

### RECRUTEMENT



source Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher

Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 3 au 10 décembre 2003. Elle couvre 99 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

## NOUVELLE DÉGRADATION DANS LES SERVICES, TRÈS LÉGER MIEUX DANS L'INDUSTRIE

La situation reste globalement bloquée. Les résultats de l'enquête relative aux **chiffres d'affaires** sont **quasiment identiques** à ceux des deux trimestres précédents. Ils sont toujours **inférieurs à ceux réalisés il y a un an dans 4 entreprises sur 10**, davantage dans l'industrie et les grandes unités, et **en hausse dans un peu plus de 3 sur 10**. Ils apparaissent un peu plus stables dans les services qu'auparavant.

La part des établissements où **les carnets de commandes sont jugés insuffisants est de nouveau en augmentation : plus de 4 sur 10** (un tiers en septembre); on est proche de la moitié dans l'industrie et les unités de plus de 50 salariés. Dans **la construction, la proportion a presque triplé en trois mois**. À l'inverse, les carnets ne sont jugés très fournis que dans 1 entreprise sur 10 (aucune dans les services). Ils apparaissent d'ailleurs en baisse dans 4 cas sur 10, les services subissant une rechute (6 sur 10). On constate néanmoins que l'activité demeure en progression dans les mêmes proportions qu'auparavant, soit un peu plus de 2 cas sur 10. On décèle dans l'industrie un léger gonflement des commandes. **Pour le futur proche, la prudence reste de mise**; les responsables tablent en majorité sur la stabilité, mais dans la **construction, on s'attend à un recul de l'activité** dans un tiers des entreprises.

L'évolution des **effectifs** laisse penser que les trois derniers mois ont été marqués par une **nouvelle contraction de l'emploi**. Si la stabilité l'emporte toujours largement, on enregistre en effet simultanément **une part plus importante d'établissements où les effectifs ont baissé** (plus de 2 sur 3) et plus faible de ceux où ils ont augmenté. C'est en particulier le cas dans les services où ils sont en recul dans plus d'un tiers des cas. Les **prévisions à court terme ne sont guère optimistes**; les responsables anticipent peu de mouvements, mais les réductions de personnel devraient être plus nombreuses que les augmentations.

Une nouvelle question a été posée concernant les difficultés de recrutement; elle prendra place chaque année dans le tableau de bord du 3<sup>e</sup> trimestre. **57 % des entreprises ayant cherché à recruter se sont heurtées à des difficultés**; cette proportion est nettement inférieure à celles enregistrées dans nos enquêtes précédentes (Baromètre de Conjoncture Sociale). Elles sont ressenties avec davantage d'acuité dans les plus petites unités et la construction. Près de 2 responsables sur 3 estiment qu'elles freinent le développement de leur entreprise.

L'**optimisme continue à grignoter un peu de terrain**. Cela ne représente encore que quelques fractions de plus qu'en septembre, mais la tendance est claire. Dans la construction, un responsable sur 2 est confiant, la profession ayant accueilli avec soulagement la reconduction du taux réduit de TVA sur les travaux de rénovation. **Le moral se détériore** en revanche sensiblement **dans les services**, mais il est en **nette amélioration dans l'industrie**, sentiment confirmé par **les intentions d'investissement qui se redressent de façon spectaculaire**: près de 4 entreprises sur 10 seraient concernées, deux fois plus qu'en septembre. La reprise serait-elle pour demain?

## UN BOOM DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Nos concitoyens se seraient-ils découvert des vocations d'entrepreneurs ? Sur les **douze derniers mois**, la Chambre de Commerce et d'Industrie a enregistré **535 créations "pures"** ❶, soit près d'une **centaine de plus** qu'au cours de la période antérieure. Leur poids dans le total des immatriculations s'établit au-dessus de 57 %, alors qu'il est longtemps resté stable autour des 50 %.

Dans le même temps, **les radiations pures** ❷ **seraient en nette baisse**, mais rappelons que les données sont encore très provisoires. Le double mouvement de hausse des immatriculations et de ralentissement des disparitions amorcé depuis le début de l'année se poursuivrait donc.

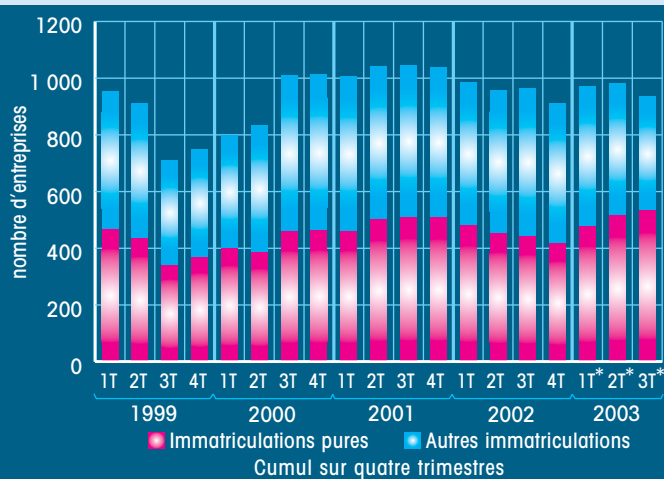
Le tissu économique départemental gagnerait ainsi en un an un certain nombre d'entreprises. Toutes les activités bénéficieraient de cette dynamique, à l'exception des hôtels-café-restaurants. **Les soldes positifs seraient particulièrement élevés pour la construction et les services aux entreprises.**

Après plusieurs mois de reprise, **l'évolution s'est révélée un peu moins favorable dans l'artisanat** ❸ au cours de l'été, phénomène très souvent constaté en cette saison.

Le nombre des immatriculations s'est tassé (82, - 36), tandis que celui des radiations a augmenté par rapport au deuxième trimestre (90, + 11), tout en restant dans la moyenne des étés précédents. Le solde serait en conséquence négatif de 8 unités.

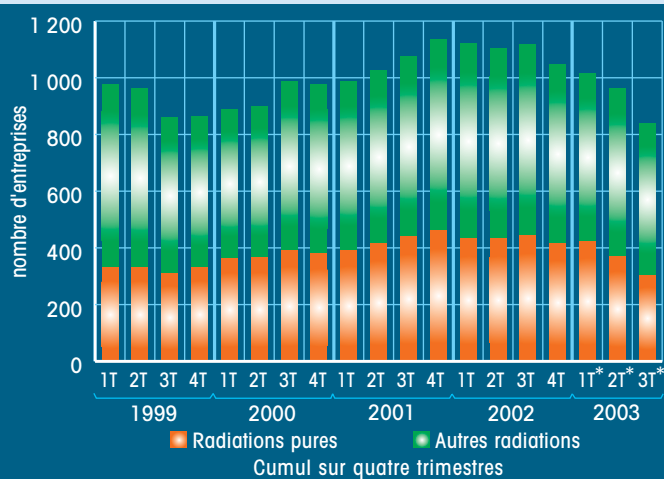
En **cumul sur douze mois**, la tendance demeure néanmoins bien orientée avec **plus d'immatriculations** (460) et **moins de radiations** (360) que durant la période antérieure. Le solde fait apparaître un gain de 44 unités, dont près de la moitié provient du bâtiment; deux autres activités y concourent également: l'ensemble "bois - ameublement" (+ 9) et les services (+ 7).

## ❶ CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



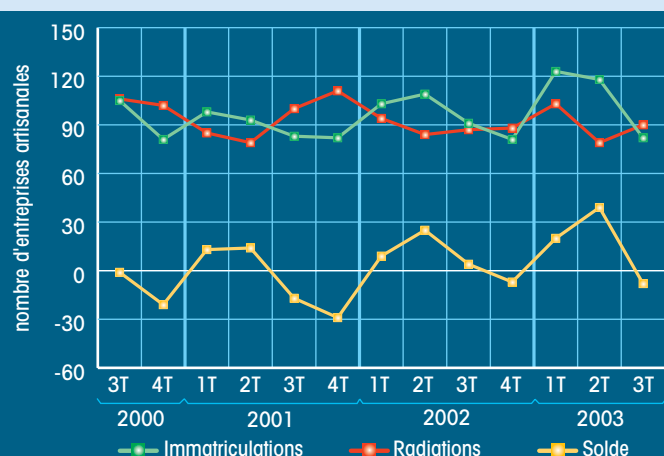
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ❷ RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



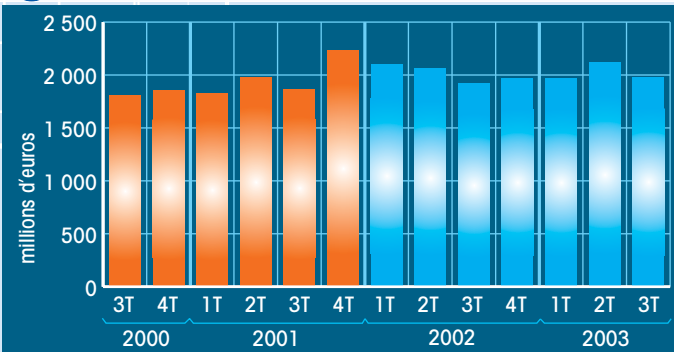
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher  
\* données provisoires

## ❸ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



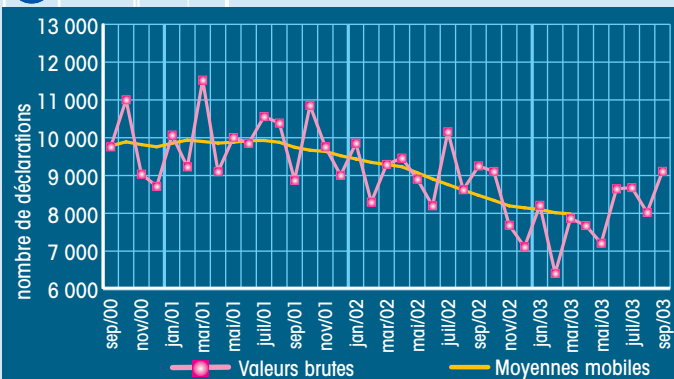
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

## 1 Chiffres d'affaires des entreprises



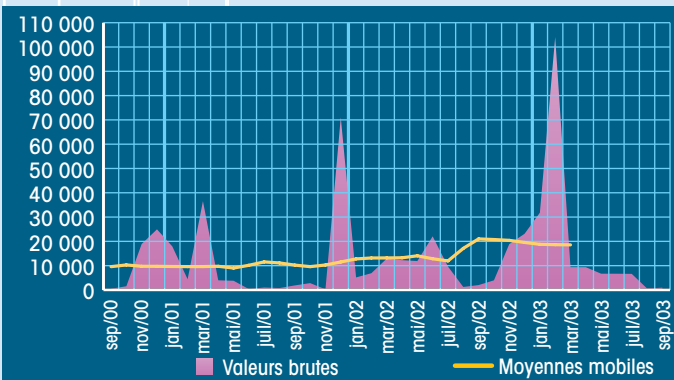
source Direction des services fiscaux : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

## 2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



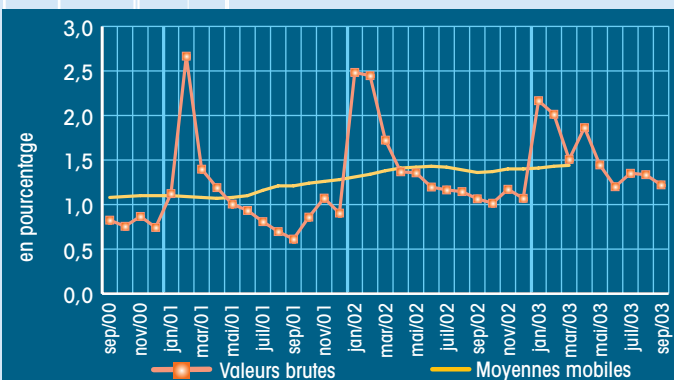
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDTFFP

## 4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

## L'ACTIVITÉ STAQUE TOUJOURS

Entre juillet et septembre, le montant total des **chiffres d'affaires des entreprises** ❶ du Loir-et-Cher s'est élevé à 1 983 millions d'euros, soit **3,3 % de plus qu'à l'été 2002**. Comme à l'accoutumée, le résultat est inférieur à celui du 2<sup>e</sup> trimestre, mais il confirme que la baisse d'activité est enrayée, même si on ne peut pas encore parler de reprise.

Pour le deuxième trimestre consécutif, le recours au travail temporaire ❷ a augmenté, avec **25 816 demandes préalables** à l'embauche enregistrées par l'URSSAF à ce titre, soit **9,7 % de plus** qu'entre avril et juin. Le volume reste cependant inférieur à celui de l'été 2002 (- 7,9 %). **En données cumulées**, l'écart est lui aussi toujours important avec un **repli de 14,3 %** par rapport aux douze mois précédents.

Durant l'été, le recours au **chômage partiel** ❸ est traditionnellement peu élevé. Pas d'exception à la règle cette année puisque **8 194 heures**<sup>1</sup> seulement ont été autorisées (pour 108 salariés), contre près de 23 000 entre avril et juin pour 2 300 salariés. Il est plus intéressant de constater que ce total est inférieur de 36,5 % à celui de l'été 2002. Le retour à la normale se fait toutefois très lentement : en **cumul sur douze mois**, **222 259 heures** ont été accordées, soit **40 % de plus** qu'au cours de la période précédente.

La **contraction de l'emploi** se mesure à travers le montant des cotisations **appelées par l'URSSAF**<sup>2</sup> : au 3<sup>e</sup> trimestre, il atteint **225,6 millions d'euros**, soit 1,5 % de plus seulement qu'à l'été 2002. Si l'on tient compte des augmentations de salaires, dont celle du SMIC intervenue en juillet, ce résultat pourrait recouvrir une diminution du volume de travail. De même, la **situation fragile de certaines entreprises** transparaît dans la **part des cotisations restant dues à l'échéance** ❹ : au 30 septembre, elle s'établit à **1,22 %** ; elle est donc très légèrement supérieure à son niveau de juin, ce qui est contraire à l'évolution habituelle. Ce taux est d'ailleurs sensiblement supérieur à celui de septembre 2002, mais il atteint surtout **le double du niveau enregistré il y a deux ans**.

## LE SOLDE DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS PASSE DANS LE ROUGE

La tendance à la **contraction des exportations départementales** ❺ de produits manufacturés se poursuit. Au 3<sup>e</sup> trimestre, leur montant s'élève à 290,5 millions

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

d'euros, soit **5,4 % de moins** qu'entre avril et juin. **Le repli par rapport à l'été 2002 est impressionnant : - 22 %.**

La plupart des branches ayant un volume d'échange important avec l'étranger sont concernées, à l'exception de la pharmacie/cosmétique (+ 28 % sur 3 mois).

**En cumul annuel, les exportations reculent de 22,1 %** par rapport aux douze mois précédents ; le rythme s'accélère donc puisqu'on était à - 16 % en juin.

Les importations ne progressent plus non plus. Elles sont même en léger retrait à **300 millions d'euros, soit 0,5 % de moins** qu'au printemps. Là encore, le pôle pharmacie/cosmétique est seul à résister (+ 19 %), la quasi-totalité des autres activités affichant des replis, parfois très importants comme la fabrication de machines et équipements (- 18 %). **Sur douze mois, le cumul est lui aussi en baisse de près de 3 %.**

Pour la première fois depuis de très nombreux trimestres, **le solde des échanges commerciaux du Loir-et-Cher est négatif.** Le solde s'établit en effet à - 8 millions d'euros. Le **taux de couverture<sup>3</sup>** repasse en conséquence sous la barre des 100 % à 97,3 %, contre 127 % en septembre 2002. En région Centre, il est au contraire redevenu positif à 111 %, mais en raison essentiellement d'un fort tassement des importations.

## LA CONSTRUCTION DE LOCAUX D'ACTIVITÉS SE MAINTIENT MIEUX QUE PRÉVU

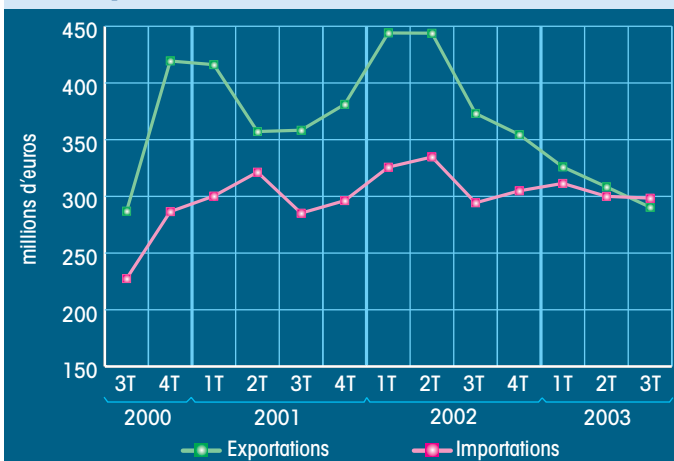
Cette fois-ci, la tendance est affirmée ; **l'investissement<sup>6</sup>** des entreprises a sensiblement fléchi durant l'été : **- 7,5 % par rapport au printemps dernier et - 8,9 % sur l'été 2002.** Il atteint le plus faible niveau enregistré dans ce tableau de bord depuis 3 ans.

La **construction de locaux d'activités<sup>7</sup>** réserve une **bonne surprise : 61 550 m<sup>2</sup>** ont été lancés entre juillet et septembre, **plus fort total pour ce trimestre depuis 4 ans.** Est-ce la poursuite du rattrapage printanier après les rigueurs de l'hiver ou l'amorce d'un redressement ?

Toujours est-il que les **surfaces cumulées sur les douze derniers mois (223 408 m<sup>2</sup>)** sont **supérieures de 7 %** à celles de la période antérieure, alors que pour l'ensemble de la région Centre, on enregistre une stagnation. L'activité croît encore très fortement dans la construction de bureaux (+ 126 % en cumul), mais on note avec intérêt une reprise sensible dans l'industrie (+ 31 %) ; les bâtiments de stockage (+ 25 %) et les locaux commerciaux (+ 10 %) sont également bien orientés. On constate à l'inverse un tassement sévère pour les bâtiments agricoles (- 29 %). On peut être raisonnablement optimiste sur le maintien de cette dynamique, les autorisations délivrées s'inscrivant en hausse.

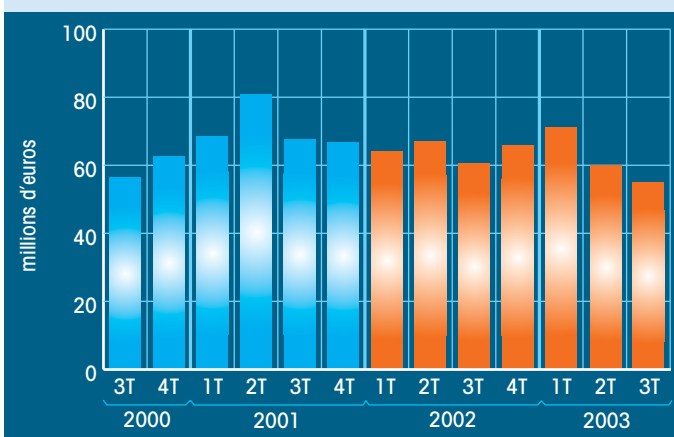
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

## 5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



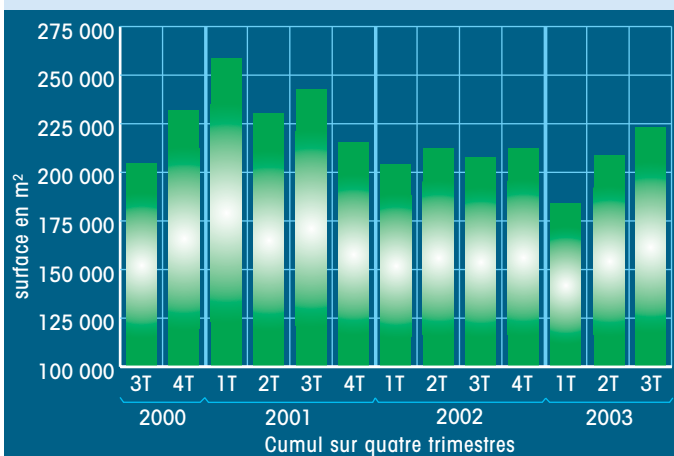
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

## 6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

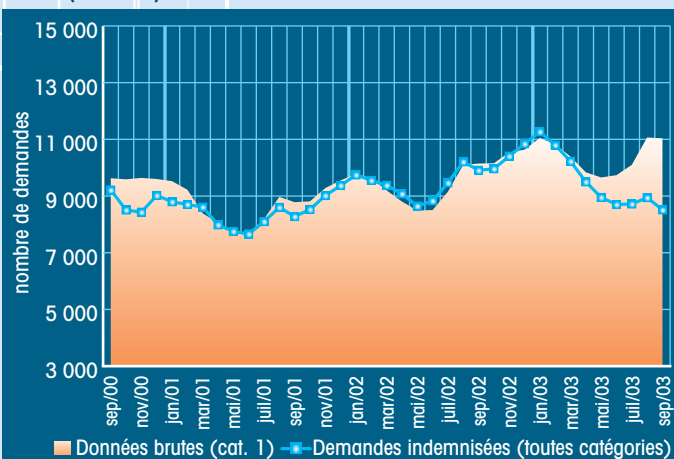
## 7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES\*)



source DRE - fichier Sitadel

\* Cumul glissant sur quatre trimestres.

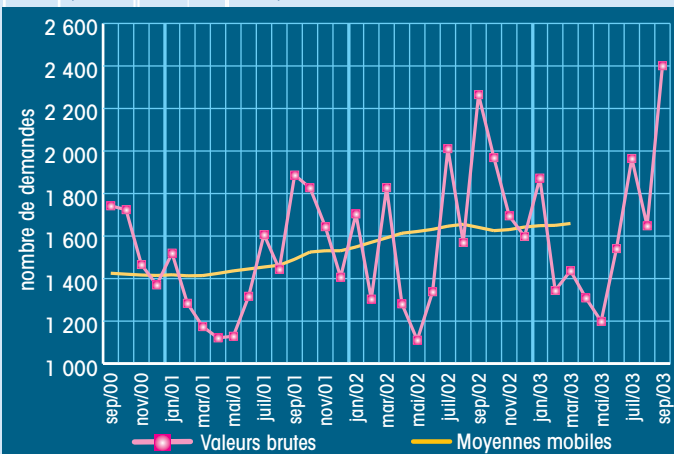
## 1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDETFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

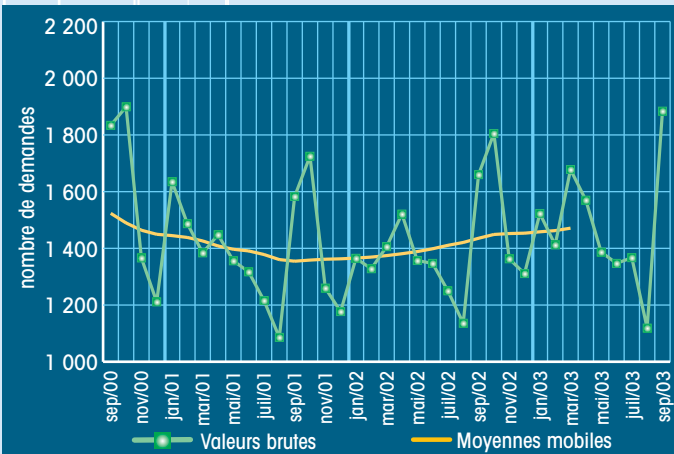
## 2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDETFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

## 3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDETFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

## PAS de RÉPIT SUR LE FRONT du CHÔMAGE

S'il n'accélère pas, le rythme de progression du chômage ne ralentit pas beaucoup non plus. En données corrigées des variations saisonnières, il a encore **augmenté de 2,04 %** durant l'été, soit une nouvelle fois plus vite que dans la région (+ 1,27 %) et le pays (+ 1,31 %). Dans le centre, seul l'Eure-et-Loir a fait plus mal. **Sur un an en données brutes 1**, l'augmentation ralentit cependant (+ 8,8 %), avec un total de **11 035 demandeurs d'emploi** non satisfaits au 30 septembre. Elle est ainsi légèrement inférieure à la moyenne régionale (+ 9,7 %), le Loiret (+ 13,4 %) subissant à son tour une forte dégradation. Pour l'ensemble de la France, l'accroissement est un peu plus limité: + 7 %.

En attendant les nouvelles vagues d'inscription à l'ANPE des ex-salariés de Matra alors en congé de conversion, le chômage fait une **pause dans le bassin de Romorantin**; sur un an, la hausse y est inférieure à 2 %, mais la comparaison s'établit avec un 3<sup>e</sup> trimestre 2002 marqué par une brusque flambée des demandes. La **penne est également moins raide en Vendômois** avec + 6,6 %. En revanche, **la situation se détériore un peu plus encore dans le bassin de Blois** où l'on est proche de + 13 %.

Le nombre des chômeurs **bénéficiant d'une indemnisation** subit un nouveau recul: au 30 septembre, ils sont **8 513** dans ce cas soit **14,1 % de moins** qu'à la fin de l'été 2002.

Bien que restant important, **l'écart annuel d'évolution entre les sexes tend à se resserrer: + 13,4 % pour les hommes**, + 4,3 % pour les femmes. La part des demandes masculines a fléchi à 51 %. On enregistre également une **diminution du rythme annuel de croissance du chômage chez les moins de 25 ans: + 8,9 %, contre + 22,7 % en juin**.

Les divergences entre territoires sont considérables puisque **la tendance s'est inversée dans le bassin de Romorantin** où les jeunes sont moins nombreux qu'en septembre 2002 (- 5 %), tandis qu'elle s'amplifie dans celui de Blois (+ 17 %). Dans les autres tranches d'âge, la situation s'aggrave encore, subissant une augmentation proche de 15 % pour l'ensemble du Loir-et-Cher. Le marché du travail restant bloqué, le nombre de personnes en chômage de longue durée continue de croître fortement: + 17,6 % pour ceux qui sont inscrits entre 1 et 2 ans, **+ 18,4 % lorsque l'ancienneté est comprise entre 2 et 3 ans**. Le phénomène ne s'est toujours pas étendu au-delà de 3 ans. Parmi les **catégories socioprofessionnelles**, les cadres et agents de maîtrise demeurent proportionnellement les plus touchés: + 28 %. En revanche, l'étai se resserre un peu pour les ouvriers qualifiés.

Le volume des **flux d'entrées 2 en chômage** est très étoffé, poursuivant ainsi la tendance née au 2<sup>e</sup> trimestre: **6 014 chômeurs** se sont inscrits entre juillet et septembre, soit **2,9 % de plus qu'à l'été 2002**. Cette évolution apparaît toutefois modeste au regard de celles enregistrées

dans le Centre (+ 6 %) et en France (+ 7,3 %). À noter que **les premières entrées dans la vie active et les reprises d'activité sont en très nette hausse**, rompant ainsi avec une érosion affirmée depuis plusieurs mois. Dans le passé, cet événement a souvent constitué les prémices d'un redémarrage de l'activité. C'est à souhaiter car **les licenciements économiques**, calmes jusque-là, apparaissent en **augmentation sensible** (24 % de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2002). En données cumulées, les flux sont dans l'ensemble supérieurs de 3,6 % à la période antérieure.

Les **sorties** **7** sont elles aussi plus nombreuses: **4 370**, soit **8 % de plus** qu'entre juillet et septembre 2002. Sur 12 mois, elles croissent de 7,5 % contre + 1,6 % dans le Centre et + 4,8 % en France. Les reprises d'emploi continuent malheureusement de s'effriter.

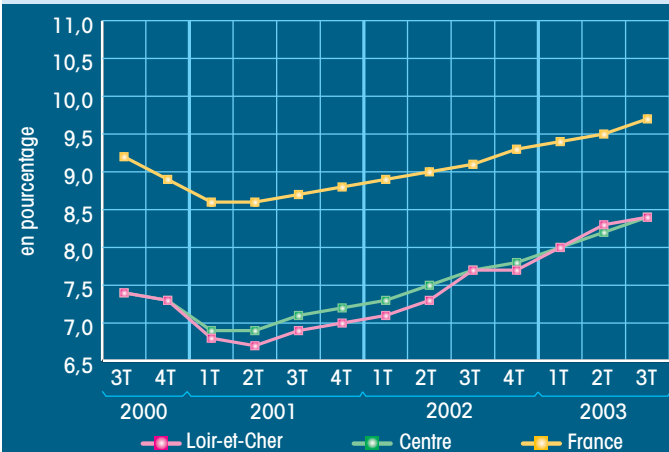
Le **taux de chômage** **4** évolue imperceptiblement d'un trimestre à l'autre, mais toujours dans le mauvais sens. Au 30 septembre, il ressort à **8,4 % pour le Loir-et-Cher** (+ 0,1 point), la zone d'emploi de Vendôme (inchangé) et le Centre (+ 0,2 point), à 8,2 % pour la zone de Blois (+ 0,1) et à 8,8 % pour celle de Romorantin (+ 0,1). Le taux national se situe à 9,7 % (+ 0,2). Sur un an, l'écart le plus important atteint le bassin de Blois: + 0,9 point.

## LE BÂTIMENT A RECRUTÉ PENDANT L'ÉTÉ

Après la reprise des **offres d'emploi** **5**, les résultats de ce 3<sup>e</sup> trimestre font l'effet d'une douche froide. **L'ANPE en a enregistré 2 660**, en **retrait de 28 %** par rapport au printemps dernier et de plus de 12 % sur l'été 2002. Cette contraction est beaucoup plus vive qu'en moyenne régionale, alors que la France enregistre à l'inverse un léger mieux d'un trimestre sur l'autre. **Toutes les catégories d'offres sont affectées**, mais plus particulièrement celles des emplois de 3 à 6 mois (- 36 %). Les offres durables sont un peu moins touchées, leur part dans le total remontant à 47 %, toujours significativement supérieure à celle de la région (39 %) et du pays (41 %). **En cumul sur douze mois, le repli est de 10 %** en Loir-et-Cher, mais atteint 20 % pour les emplois durables.

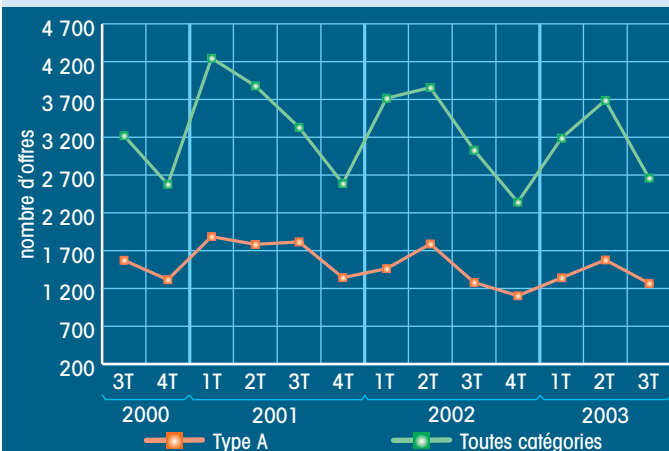
En revanche, **les déclarations préalables à l'embauche** **6** montrent un regain de vitalité. L'URSSAF en a enregistré **15 201 durant l'été** (hors agriculture et intérim), en **augmentation de 4,4 %** sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2002. Cette amélioration ne concerne toujours pas l'industrie (- 7 %), ni les services aux entreprises (- 8,3 %). À l'inverse, le secteur du bâtiment semble en pleine relance de l'embauche (+ 43 %). Il est regrettable que la durée des contrats ne soit pas connue, car elle apporterait des informations très précieuses. En **cumul annuel**, le retard par rapport aux douze mois précédents est un peu écorné: **- 7,6 %** contre - 11 % en juin.

## 4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DDTEFP

## 5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

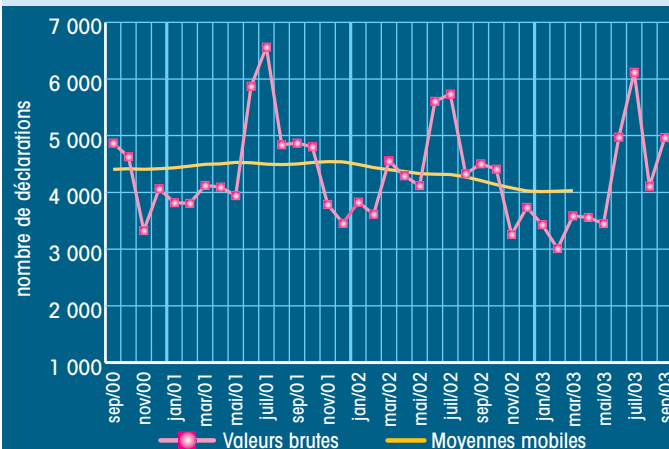
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

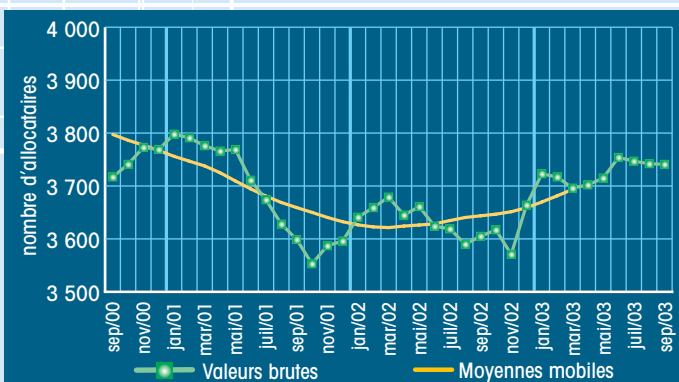
## 6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

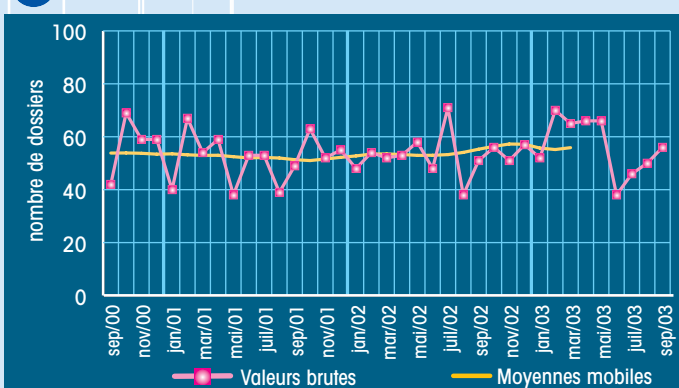
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

## 1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



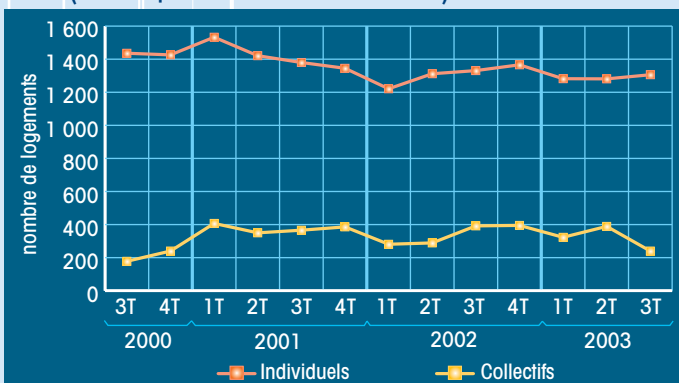
sources CAF et MSA

## 2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

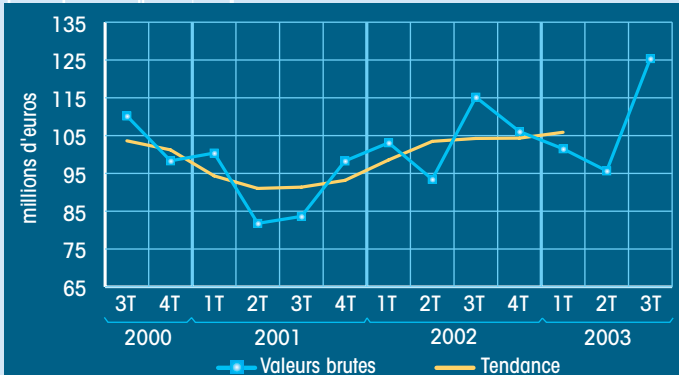
## 3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES\*)



source DRE - Sitadel

(\*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

## 4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

## PRÉCARITÉ : QUELQUES SIGNAUX ENCOURAGEANTS

Le nombre des bénéficiaires du RMI 1 n'a pas augmenté en Loir-et-Cher au cours du 3e trimestre. Au 30 septembre, on en compte **3741**, soit 0,35 % de moins qu'en juin. On observe de surcroît une grande stabilité tout au long des trois mois. Sur un an, l'accroissement reste contenu à + 3,8 %.

Les données relatives au surendettement sont également encourageantes : **150 nouveaux dossiers** 2 ont été reçus par la commission, ce qui représente une **baisse de 10,6 %** sur le trimestre précédent et de 5 % par rapport à l'été 2002. En cumul annuel, le rythme d'accroissement fléchit à + 4,7 % contre + 9,1 % en juin, ce qui n'est le cas ni pour la région (+ 11,4 %), ni pour la France (+ 12,4 %).

## LÉGER REPLI SANS CONSÉQUENCES DANS LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS

Signe d'essoufflement ou retour à un volume d'activité plus normal, la **construction de logements** 3 n'a pas atteint durant ce trimestre les résultats auxquels nous étions accoutumés depuis 3 ans. Les nouveaux programmes ont porté sur **357 unités**, dont seulement 17 en logements collectifs. Un constat similaire peut être dressé pour l'ensemble de la région.

En **données cumulées sur douze mois**, le total s'élève à **1546 logements**, en repli de **10,3 %** sur la période antérieure, essentiellement en raison du collectif; la maison individuelle se maintient au plus haut (- 2 % seulement). Du côté régional, la stabilité l'emporte (+ 1,7 %). L'avenir proche ne devrait pas voir de ralentissement, bien au contraire : le volume des **autorisations délivrées** ce trimestre en Loir-et-Cher est l'un des plus étoffés des 4 dernières années.

Après deux trimestres moins actifs, les **transactions dans l'immobilier ancien** 4 sont reparties en flèche : **125 millions d'euros entre juillet et septembre**, soit 31 % de plus qu'au printemps dernier et 8,9 % de plus qu'à l'été 2002. En cumul annuel, la progression est de 4,5 % pour un montant total de 429 millions d'euros.